

ENSEMBLE POUR LE FASO

CONFERENCE DE PRESSE

**A L'OCCASION DU TRENTE ET UNIEME ANNIVERSAIRE DE LA
CONSTITUTION DE LA QUATRIEME REPUBLIQUE**

OUAGADOUGOU, LE 2 JUIN 1991

DECLARATION LIMINAIRE

Mesdames et messieurs les journalistes,

Au nom de l'Alliance politique « Ensemble pour le Faso », je vous souhaite la bienvenue à la présente conférence de presse qui se tient 31 ans jour pour jour après l'adoption de la constitution du 2 juin 1991. En ce jour fort de symbole, nous nous présentons à vous, hommes et femmes de médias, témoins privilégiés de la marche de notre peuple, pour vous livrer un message et à travers vous, c'est à notre peuple combatif et héroïque que nous adressons le présent message. C'est un message du Présent mais aussi et surtout un message pour l'Histoire et pour l'Avenir. Que chacun en soit témoin.

Mesdames et messieurs les journalistes,

C'est après une dizaine d'années de période d'Etat d'exception que notre pays a renoué avec la démocratie et l'Etat de droit le 2 juin 1991. Malheureusement, l'espoir suscité s'est vite révélé être une chimère. Au lieu de la démocratie, pendant 27 ans, il s'est progressivement mis en place une démocratie caractérisée par l'autoritarisme, la ruse, la corruption, le clientélisme et divers autres maux dont vous journalistes avez été des témoins privilégiés.

Et comme il fallait s'y attendre, cette démocratie formelle n'a pas pu apporter le bien être promis et attendu de notre peuple. Au-delà de l'organisation périodique des élections non transparentes, les droits constitutionnels reconnus et garantis au peuple furent largement ignorés. Alors qu'une minorité de burkinabè s'enrichissaient de façon indue, la grande majorité de notre peuple assistait à une dégradation continue de ses conditions de vie, désespérant progressivement de la démocratie.

C'est dans ce contexte que les gouvernants de l'époque ont entrepris la révision de la Constitution pour sauter la clause limitative du nombre de mandats présidentiels. Face à cette énième forfaiture consacrant le pouvoir à vie d'un individu, des mobilisations populaires furent organisées sur l'ensemble du territoire. Ces mobilisations ont vite tourné en insurrection populaire, contraignant le président Compaoré à démissionner le 31 octobre 2014. Par cet acte hautement héroïque, le peuple Burkinabè exprimait clairement son attachement à la démocratie et à l'Etat de droit comme cela était déjà inscrit dans le Préambule de la Constitution. L'ambition affirmée était que « Plus rien ne sera comme avant ».

Une transition politique s'est alors installée avec pour mission d'opérer les réformes nécessaires au renforcement du système démocratique et à l'apaisement des cœurs. A seulement un mois des élections de sortie de transition, les forces de restauration ont perpétrés un coup d'Etat le 16 septembre 2015. Mais dans le même élan d'assumer son destin le peuple burkinabè s'est levé pour faire barrage au coup d'Etat, ouvrant ainsi la voie à des élections apaisées en fin 2015 et en fin 2020. Si les aspirations du peuple n'ont pas été entièrement satisfaites au sortir de l'insurrection populaire, il reste qu'une ère nouvelle de liberté et de justice s'est installée.

Pendant que plus d'un observateur pensait que le pays était désormais sur la voie de la consolidation de la démocratie, le coup d'Etat du 24 janvier 2022 est apparu comme un évènement nous amenant encore une fois à nous poser des questions sur la gouvernance globale de notre pays, mais aussi sur ses acteurs politiques et les voies d'un renforcement plus pertinent des valeurs démocratiques et des voies de notre développement.

La réalité est que si ce coup d'Etat n'a pas connu une résistance du peuple burkinabè, c'est en raison d'une exténuation des burkinabè, un ras-le-bol vis-à-vis d'une gouvernance qui se montrait pratiquement incapable de trouver des réponses aux préoccupations les plus vitales d'un peuple en proie à une crise sécuritaire sans précédent.

Toutefois, il ne faut pas s'y méprendre ! Le silence et l'indifférence des burkinabè face à un coup d'Etat de plus n'étaient pas à prendre pour une caution totale, un blanc-seing. Bien plus, l'indifférence des citoyens burkinabè devait s'analyser comme le signe de l'attente du « maçon au pied du mur ».

Mesdames et messieurs les journalistes

Aujourd'hui, plus de quatre mois après la prise du pouvoir par le Mouvement Patriotique pour la Sauvegarde et la Restauration (MPSR), il y a suffisamment d'éléments probants pour porter un jugement sur sa capacité à construire le mur du futur Burkina Faso. Il semble de plus en plus évident que ce maçon est comme perdu et montre bien des doutes sur ses capacités réelles. Une vue d'ensemble de notre condition actuelle donne ce qui suit.

➤ Du contexte sécuritaire

Il n'est pas nécessaire de faire le décompte macabre des morts et victimes du terrorisme qui ne font que s'accroître. Si cette triste réalité ne date pas d'aujourd'hui, il reste que la justification principale du putsch du MPSR se fondait sur l'incapacité de l'ex pouvoir à juguler la crise sécuritaire. Ce qui voulait dire que le MPSR entendait faire mieux. Mais que nenni ! « L'éléphant annoncé est venu avec un pied cassé ». Une vue sur le sombre tableau qui s'affiche au quotidien sur le mur de notre actualité donne à voir que le pouvoir MPSR est impuissant à protéger la vie des burkinabè ici et là.

En effet, la situation ne fait qu'aller de mal en pis. Ce d'autant plus que les parties du territoire qui échappaient jusque-là aux incursions des groupes terroristes commencent aujourd'hui à vivre leurs premières attaques terroristes. C'est l'exemple de Tiago, situé à seulement 30 kilomètres de Koudougou, dans le Centre-Ouest. Avec cette dernière attaque terroriste, toutes les régions du pays sont désormais touchées. Pour ce qui concerne les

celles de l'Est, du centre –Nord, du Centre-Est, du Sahel, du Nord, de la Boucle du Mouhoun : « Nous n'avons plus de mots. Seul le silence est grand. »

➤ **De l'inflation et la vie chère qui va avec**

En plus des difficultés liées à l'insécurité, notre pays doit maintenant faire face aussi à l'épreuve de la vie chère, avec un taux d'inflation général de près de 15% et un taux d'inflation alimentaire de plus de 25%. Pis, il s'agit d'une inflation totalement incontrôlée par un gouvernement qui semble peu enclin à user d'une capacité d'anticipation concernant le contrôle des prix des produits de première nécessité notamment. Encore une fois, c'est le burkinabè lambda qui subit !

Et pendant que la vie chère bat son plein et que le panier de la ménagère se vide désespérément, nos gouvernants n'ont pas manqué de créativité pour augmenter ostensiblement et sans aucune gêne leurs salaires.

➤ **De la situation politique et la gouvernance de la transition**

Comme le disait Malcom X : « Le meilleur conseil que l'on puisse préférer, c'est de donner soi-même le bon l'exemple ». C'est ce modèle que nous ont enseigné nos icônes à l'ombre desquels nous avons grandi : Joseph Ki Zerbo, Thomas Sankara, Norbert Zongo, etc. Or, chacun de nous a pu constater que dès sa prise du pouvoir, le MPSR s'est montré plus préoccupé de sa position de pouvoir que du triste sort des burkinabè. Nous avons eu droit à toute sorte de subterfuges et d'acrobaties pour légitimer un pouvoir qui ne devrait pourtant tirer sa légitimité que des actes posés en vue de mieux gérer l'Etat et nous soulager des maux auxquels nous étions confrontés.

L'insurrection populaire de 2014 avait suscité chez notre peuple un espoir historique. Si l'ex pouvoir n'a pas été à la hauteur des aspirations des burkinabè, l'actuel est en train de tuer tout enthousiasme chez nos jeunes qui rêvent d'un autre Burkina Faso plus paisible, juste et prospère. Au lieu de travailler à approfondir les acquis engrangés, le pouvoir actuel veut effacer des consciences toute référence à l'insurrection populaire et à la résistance héroïque au Coup d'état de septembre 2015. Cette posture est une négation d'une référence historique majeure de notre peuple et elle ne peut être que vouée à l'échec.

Il faut vite rectifier le tir. Car il ne sert à rien de prôner la rupture quand l'on ramène dans le présent, et avec orgueil, des pratiques et acteurs qui ont fait leur preuve de la pire des manières. De plus, il ne sert à rien de menacer les libertés civiques et démocratiques quand en sourdine, on se paie gracieusement sur le dos d'un peuple martyrisé tout en bafouant toutes les règles de légalité qui siéent. Nous avons là affaire à une continuité de la politique faite pour se servir sur le dos des populations qui triment au quotidien.

En outre, nous avons assisté à la mise en place d'organes de la transition sans aucun égard pour le dialogue et sans aucune prise de disposition visant le respect de la gouvernance participative et inclusive, pourtant consubstantiels à la tradition politique de notre pays.

Au contraire, le MPSR s'est inscrit à fond dans l'arbitraire par une politisation et une militarisation excessive de l'administration publique. Il est quand même extraordinaire qu'en seulement quatre mois, le MPSR, qui s'est proclamé être un régime politique neutre, ait battu le record des changements à la tête de la haute administration publique. Pas un seul Conseil des ministres ne passe sans de nouvelles nominations. On est en droit de poser la question de savoir ce que cache cette façon précipitée de procéder à des nominations dans un contexte où la sécurité devrait être l'objectif principal de la transition. Le gouvernement de la transition qui dit se battre pour la dépolitisation de l'administration, un projet de loi est même en préparation, agit dans un sens totalement contraire à cette ambition. Or, rien de solide ne peut se construire dans l'arbitraire

Mesdames et messieurs les journalistes,

Au regard de tout ce qui précède, l'Alliance « Ensemble pour le Faso », convaincu que le Burkina Faso ne peut être viable dans une telle situation de confusion marquée au quotidien par le chaos, exigeons :

○ **Sur la crise sécuritaire et humanitaire**

- Des mesures idoines afin d'inverser la tendance qui porte à croire que les groupes terroristes ont le rapport de force en leur faveur ;
- Une gouvernance vertueuse des forces de défense et de sécurité qui unit l'ensemble des forces et les VDP dans la lutte contre le terrorisme ;
- Des enquêtes pour établir la vérité et situer les responsabilités sur les raisons profondes d'autant de pertes en vies humaines au sein de nos FDS et populations civiles et la publication du rapport sur le drame d'INATA.
- Le retour sans délai de tous les militaires en service dans les administrations civiles au sein de leur administration d'origine pour assumer les responsabilités pour lesquelles ils ont été recrutés et formés aux frais des contribuables ;
- Des mesures particulièrement fortes et courageuses dans la prise en charge et la gestion des déplacés internes et la crise humanitaire dans son ensemble. L'Etat doit reprendre le lead dans ce domaine qu'il a abandonné aux organismes de charité, particulièrement ceux venus de l'étranger ;

○ **Sur la vie chère**

- Des subventions immédiates et appropriées afin de plafonner les prix des denrées de première nécessité garantissant leur accessibilité aux populations ;
- Un contrôle plus rigoureux de l'inflation galopante avec une publication hebdomadaire des prix ;
- Des sanctions administratives et pénales pour tous les contrevenants à la régulation des prix ;

- La mise en place d'une politique de solidarité nationale qui soulage les ménages vulnérables et les personnes déplacées internes dans le strict respect de leur dignité.
- o **Sur la gouvernance de la transition :**
- La cessation immédiate et sans condition des atteintes illégales, illégitimes et disproportionnées à la liberté du Président Roch Marc Christian KABORE ; Le Président KABORE doit jouir pleinement de sa liberté et de sa dignité, garanties par la Constitution.
- La révision intégrale de la charte de la transition afin de redéfinir de façon plus consensuelle et inclusive le format de la transition, notamment ses missions, ses organes et sa durée (laquelle ne devra pas excéder 24 mois au total) ;
- L'abrogation du décret illégal, illégitime et inopportun sur la rémunération des ministres

Nous appelons le Lieutenant-Colonel DAMIBA à répondre sans délai à ces exigences, seule voie qui lui ouvrira les portes de l'histoire, faute de quoi, ce sera au tour du peuple de prendre ses responsabilités.

L'Alliance « Ensemble pour le Faso » appelle l'ensemble des burkinabè épris de justice et de paix à l'Union sacrée dans ces moments éprouvants pour la Patrie. Union sacrée contre l'ennemi commun. Mais aussi Union sacrée contre toutes les tentatives qui visent à faire régresser le Burkina Faso vers l'arbitraire ou toute autre forme d'abus de pouvoir.

La Patrie ou la mort, nous vaincrons !

Je vous remercie

Pour l'Alliance ENSEMBLE POUR LE FASO

Guy Hervé KAM

Président du mois